

L'ASSOCIATION D'EDUCATION.

L'urgence de la lutte m'amène, naturellement, à vous dire quelques mots de l'Association Canadienne-Française d'Éducation d'Ontario.

Cette association est née des besoins multiples de la race française, en Ontario.

Elle n'est pas une organisation d'attaque, mais une organisation de défense et de progrès. Sa nécessité a été confirmée depuis quelque temps par l'obtention de privilèges importants, — qui après tout ne sont que la reconnaissance de droits acquis; et si elle réclame aujourd'hui l'enseignement dans la langue maternelle à l'école et à l'église, si elle sollicite une plus juste représentation dans le clergé des paroisses et des diocèses où la population française est en majorité, si elle exige une plus juste répartition des charges publiques en faveur de la race française, c'est qu'elle s'appuie sur l'esprit de la Constitution, c'est qu'elle a confiance dans la justice et la largeur de vues des dirigeants politiques de la province, et dans la droiture de la masse des Canadiens-Anglais.

La minorité française d'Ontario fait exactement ce que fait la minorité anglaise de Québec. Elle est jalouse de ses droits et réclame sans relâche de la majorité ce qui lui appartient. La différence est que dans Ontario, nous n'obtenons pas toujours justice, tandis que dans Québec, les Anglais ont plus qu'il ne leur est dû.

Maintenant, quels sont les moyens d'action de la race française pour le maintien de ses droits imprescriptibles? La réponse est dans l'union, l'union au-dessus des partis politiques, au-dessus des clans et des coteries, au-dessus de tout ce qui est étroit et mesquin; l'union saine, pour faire un corps sain. Nous la trouverons dans l'encouragement de nos sociétés nationales, comme l'Association Saint-Jean-Baptiste, comme l'Union Saint-Joseph, du Canada, l'Alliance Nationale, la Société des Artisans Canadiens-Français, l'Union Saint-Pierre, les sociétés canadiennes-françaises des États-Unis, filles de la Ligue des Patriotes, de Fall River; les sociétés acadiennes, les sociétés françaises de la république voisine.

En Ontario, l'Union Saint-Joseph surtout, a fait un grand bien au réveil des Canadiens-français, par la propagande qu'elle a faite et par l'appui généreux qu'elle a donné à l'Association d'éducation.

NOS SOCIÉTÉS NATIONALES

Nous la trouverons cette union non seulement dans la centralisation de nos forces au sein des sociétés nationales qui deviendront puissantes et prospères par l'augmentation de leur effectif, mais encore en refusant notre adhésion à des sociétés où notre langue courtait des dangers parce qu'elle serait la langue d'une minorité impuissante, en refusant notre adhésion à des organisations neutres qui nous ont en nous divisant après nous avoir enlevé notre argent. Plaçons donc nos assurances dans nos sociétés purement nationales si nous voulons améliorer notre statut financier, au lieu de nous amoindrir en enrichissant les sociétés étrangères. Appuyons nos sociétés nationales, si nous voulons qu'elles puissent nous donner leur soutien dans des moments critiques. N'allons pas réduire leur force, et la

L'ALLIANCE NATIONALE

notre conséquemment, en accordant aux autres sociétés, notre nombre, notre adhésion et notre argent.

L'EDUCATION

Nous la trouverons encore dans l'encouragement tangible donné à nos collègues classiques et à nos universités. Nous ne pouvons pas nous illusionner plus longtemps sur ce point. Que serait la province de Québec, que serait même le groupe français du Canada, sans l'Université Laval, cette institution essentiellement française, sans l'Université bilingue d'Ottawa, sans les nombreux collègues classiques français de Québec, des provinces maritimes et du Manitoba, qui ont procuré à nos hommes les plus marquants, une éducation et une instruction qui font tout le secret des succès remportés depuis tant d'années dans toutes les sphères de l'activité humaine.

Qu'aurait fait la population française, sans l'enseignement secondaire dans sa langue maternelle. Elle se serait contentée de l'enseignement primaire, nécessairement insuffisant, et aurait oublié sa langue dans les maisons anglaises d'enseignement secondaire et supérieur. Mais notre clergé religieux et séculier prodigue sa science pour un salaire dérisoire de 40 à 50 piastres par année, donna une pension pour une somme qui ne permettrait pas un cours de deux mois dans une université ou dans un collège anglais; c'est dire que le dévouement a fait ici plus que l'argent ne peut faire ailleurs.

Et puisque nous sommes ici pour parler de la race française, n'oublions pas que le maintien de notre langue au pays est dû à l'initiative et au vrai zèle des prêtres, et des laïques éclairés qui ont fait ce que leurs prédécesseurs français accomplirent dans un passé reculé, qui ont regardé plus loin que le temps présent, et qui ont vu venir l'orage; ils se sont sacrifiés pour un principe dont nous recueillons aujourd'hui les bienfaits.

Imitons leur exemple. Créons pour l'avenir. Donnons à ceux qui nous suivront des institutions solides. Donnons-leur des avantages plus grands encore que ceux dont nous avons profité nous-mêmes. Faisons en sorte que nos fils ne soient pas obligés de négliger leur instruction et leur éducation pour gagner péniblement leur vie. Assurons les lendemains de nos enfants en consolidant l'oeuvre des aïeux, l'oeuvre du clergé; fondons, établissons, sans compter les sacrifices d'amour-propre, d'ambitions, d'argent; car l'avenir de notre race dépendra de ce que nous aurons fait pour elle aujourd'hui. Nous avons eu de rares avantages. Faisons en sorte que nos descendants puissent dire que nous n'avons pas été égoïstes.

La génération qui nous suivra, celle qui suivra la jeunesse universitaire et scolaire d'aujourd'hui, voyant les travaux accomplis par leurs prédécesseurs, profitant de ces travaux, s'inspireront malgré elles de notre abnégation, consolideront à leur tour des oeuvres de mérite, continueront le cycle de l'éducation et de l'instruction publique; et un jour, quand viendront les tentatives assimilatrices plus fortement dessinées par la force du nombre le Canada français pourra compter sur des hommes de volonté, des hommes de devoir. C'est alors que non seulement nos descendants obtiendront le respect des privilèges accordés

par la coutume, mais feront admettre et respecter tous les droits constitutionnels que nous garantit l'acte confédératif du Canada, et la force de l'élément français dans toute l'Amérique.

C'est alors que nous jouerons, dans la Confédération, le rôle admirable et juste que nous prédisait ce grand homme d'Etat de l'Angleterre, Lord Dufferin, dans un discours dont la Vieille Capitale et toute la province de Québec se souviennent encore, rôle qui ne peut en rien nuire au développement rationnel des autres races établies dans notre pays et avec lesquelles nous voulons vivre en paix et en harmonie constante; mais ce rôle au contraire apportera son appoint décisif à la prospérité de la grande patrie canadienne, que nous aimons de toute la pureté d'un amour trois fois séculaire.

LA SAINT-JEAN-BAPTISTE

Le 24 juin, est une date que tout bon Canadien-Français ne peut laisser passer inaperçue.

"Les peuples qui n'ont pas d'histoire sont des peuples heureux, dit-on; mais ceux qui en ont une et qui ne s'en rappellent pas les dates mémorables sont bien près de périr.

La Saint-Jean-Baptiste a été instituée aux jours sombres de notre histoire. Les temps sont bien changés depuis, et si nous nous groupons maintenant sous la bannière nationale ce n'est pas pour lutter contre la tyrannie et l'oppression, mais bien pour nous rappeler notre origine, pour conserver nos institutions les plus chères, pour stimuler notre zèle comme groupe important de la Confédération, dans la lutte généreuse de tous les éléments vers le progrès."

"O! Canadiens, rallions-nous!"

Bulletin de la Caisse Nationale d'économie, Juin 1911.

ENCYCLOPEDIE

On n'écrit à la main guère plus de 30 mots par minute, et le triple en moyenne à la machine à écrire.

A TRAVERS LES CERCLES

CERCLE LAPORTE, No 332

Dimanche, le 25 juin écoulé, avait lieu dans la petite église de la paroisse de St-Anselme de Montréal, à la grand'messe, une jolie démonstration à l'occasion de la bénédiction du drapeau de ce cercle.

M. le curé Chagnon, après avoir souhaité la bienvenue aux représentants du Bureau Exécutif de l'Alliance Nationale, MM. L. A. Laval-lée, Président général; M. G. Monet, Secrétaire général; T. Cypihot, Médecin en chef; E. Brassard, Directeur; Chs Duquette, Inspecteur en chef; laissa la parole à M. l'abbé Pinault, vicaire d'Hochelega, qui fit le sermon de circonstance. Ce dernier servit une pièce d'éloquence et tint durant une courte demi-heure